



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
25 février 2013
Français
Original: anglais

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Onzième session

Bonn, 15-19 avril 2013

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire

Évaluation de la mise en œuvre au moyen des indicateurs de résultats adoptés à titre provisoire

Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays développés parties, des entités sous-régionales et régionales, des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et du Fonds pour l'environnement mondial, ainsi que des informations émanant du secrétariat et du Mécanisme mondial, au sujet de l'objectif opérationnel 1 de la Stratégie

Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays parties développés, des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et du Fonds pour l'environnement mondial, ainsi que des informations émanant du secrétariat et du Mécanisme mondial, au sujet de l'objectif opérationnel 1 de la Stratégie

Note du secrétariat

Résumé

On trouvera dans le présent document une synthèse et une première analyse des informations communiquées par les pays parties et autres entités concernées au sujet de l'objectif opérationnel 1 de la Stratégie: plaidoyer, sensibilisation et éducation. Il fait le point sur les quatre indicateurs de résultats pertinents selon une perspective mondiale, régionale et sous-régionale et fait apparaître d'éventuelles tendances s'agissant d'atteindre les cibles fixées pour ces indicateurs.

Ce document présente aussi des recommandations aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention au sujet de la nécessité d'adapter, de rationaliser et de renforcer les mesures visant à atteindre cet objectif.

Certaines considérations relatives à la procédure de présentation des rapports, notamment au perfectionnement éventuel de l'ensemble d'indicateurs de résultats et des méthodes connexes, figurent dans le document ICCD/CRIC(11)/15 qui enrichit le processus itératif.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–6	3
II. Indicateur de résultats CONS-O-1 applicable au résultat 1.1	7–51	4
A. Analyse au plan mondial	7–23	4
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	24–44	7
C. Pays parties développés.....	45–48	10
D. Fonds pour l’environnement mondial.....	49–51	11
III. Indicateur de résultats CONS-O-2 applicable au résultat 1.2.....	52–53	11
Secrétariat	52–53	11
IV. Indicateur de résultats CONS-O-3 applicable au résultat 1.3.....	54–94	12
A. Analyse au plan mondial	54–59	12
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	60–80	13
C. Pays parties développés.....	81–85	15
D. Fonds pour l’environnement mondial.....	86	16
E. Mécanisme mondial.....	87–89	16
F. Secrétariat.....	90–94	16
V. Indicateur de résultats CONS-O-4 applicable au résultat 1.3.....	95–123	17
A. Analyse au plan mondial	95–99	17
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	100–118	18
C. Pays parties développés.....	119–122	21
D. Fonds pour l’environnement mondial.....	123	21
VI. Conclusions.....	124–129	21
VII. Recommandations.....	130	22
Annexes		
I. Tables and figures relating to the performance indicators under operational objective 1.....		23

I. Introduction

1. Le présent document contient une synthèse et une première analyse des informations communiquées par les Parties et les observateurs au sujet de l'objectif opérationnel 1 de la Stratégie: plaidoyer, sensibilisation et éducation¹.

2. Pour chaque indicateur de résultats correspondant à cet objectif opérationnel (voir les chapitres II, III, IV et V ci-après), une section consacrée à l'analyse au plan mondial décrit la situation par rapport aux indicateurs de résultats pertinents selon une perspective mondiale, en s'appuyant sur les informations communiquées par les pays parties touchés et les pays parties développés. Ni les organismes des Nations Unies ni les organisations intergouvernementales n'ont présenté de rapport pendant l'exercice 2012-2013. Des informations plus détaillées sont présentées dans les sections consacrées à l'analyse aux plans sous-régional et régional pour les pays parties touchés ainsi que pour les pays parties développés, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Mécanisme mondial, selon que de besoin. Une analyse complémentaire a été effectuée à partir des données communiquées pour 2008-2009 et 2010-2011 pour faire apparaître la tendance s'agissant d'atteindre les cibles fixées pour ces indicateurs.

3. Plusieurs problèmes relatifs à la qualité des données ont été relevés dans les informations communiquées par les entités concernées. Comme les indicateurs correspondant à cet objectif opérationnel ne sont pas assujettis à une erreur de mesure, les contrôles de qualité n'ont porté que sur la cohérence/fiabilité et la crédibilité².

4. Dans le cas de l'indicateur de résultats CONS-O-1, ce contrôle a montré que certains pays notifiaient beaucoup d'activités d'information (plus de 10 par jour) auxquelles assistaient un grand nombre de participants (plus de 10 000 par activité). Certains chiffres laissent supposer que plus de 50 % de la population a pris part à des activités d'information en l'espace d'un an, ce qui n'est guère plausible. Afin de repérer les valeurs aberrantes probables, trois critères de tri des données ont été utilisés pour l'analyse: a) nombre d'activités organisées par an n'excédant pas 3 650 (10 par jour); b) nombre moyen de participants par activité n'excédant pas 10 000; et c) pourcentage de la population assistant aux activités d'information en l'espace d'un an n'excédant pas 50 %. En suivant ces critères, des ensembles de données émanant de 16 pays (en 2010) et de 17 pays (en 2011) ont été exclus de l'analyse (23 %). Les données étaient plus ou moins cohérentes entre les années considérées de chaque cycle de présentation des rapports, mais on a relevé d'autres incohérences entre les cycles qui pourraient résulter de la diversité des méthodes employées. Ainsi, des données fournies par 14 autres pays ont été exclues des calculs pour l'analyse de tendance. On a également observé une irrégularité dans les autres paramètres relatifs à cet indicateur (nombre d'activités par voie de presse, nombre d'encarts dans la presse, nombre de publications et nombre de journaux imprimés (voir annexe, tableau 2)). Il semble qu'il n'y ait pas d'accord sur ce que l'on entend par nombre de «radios/TV». Les sections relatives à la presse, à la télévision et à la radio ne sont donc pas comparables.

5. Pour ce qui est des indicateurs de résultats CONS-O-3 et CONS-O-4, la qualité des données ne pose aucun problème majeur. Deux pays ont donné des chiffres élevés pour l'indicateur CONS-O-3 (plus de 30 fois supérieurs à la moyenne) et l'indicateur CONS-O-4 (plus de 100 fois supérieurs à la moyenne). Ces chiffres n'ont pas été pris en compte pour l'analyse. Comme les pays répondaient par «oui» ou par «non» aux questions relatives à la

¹ Voir la décision 3/COP.8 qui figure dans le document ICCD/COP(8)/16/Add.1.

² La Division de la statistique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a aidé à l'évaluation de la qualité des données dans le cadre de l'accord interinstitutions UNJP/GLO/451/CCD.

contribution nationale à l'objectif pour ces deux indicateurs, aucune évaluation sérieuse n'a pu être effectuée. On a simplement vérifié la cohérence des données, par exemple en les comparant à des réponses données antérieurement pour repérer les contradictions au sein des rapports, et l'on n'a pas relevé d'erreur manifeste.

6. Les conclusions générales sur l'état d'avancement des activités liées à l'objectif opérationnel 1 figurent en fin de document. Des recommandations ont été formulées aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (ci-après «le Comité») au sujet de la nécessité d'adapter, de rationaliser et de renforcer les activités en vue de la réalisation des objectifs de la Stratégie. En utilisant un cadre axé sur les résultats, le Comité pourrait proposer à l'intention des Parties, des institutions et des organes subsidiaires relevant de la Convention et des organisations compétentes des orientations concrètes permettant d'assurer le suivi des recommandations ciblées, dont la Conférence des Parties serait saisie pour examen.

II. Indicateur de résultats CONS-O-1 applicable au résultat 1.1

Nombre et importance des activités d'information organisées sur le thème de la désertification/dégradation des terres et de la sécheresse (DDTS), et synergies entre la DDTS, les changements climatiques et la biodiversité; public touché par les médias traitant de la DDTS et des synergies avec la DDTS.

A. Analyse au plan mondial

1. Nombre d'activités d'information menées et nombre estimatif de participants (voir annexe, tableau 1)

7. Afin de remédier aux problèmes de qualité des données relevés dans les informations communiquées par les entités concernées, comme indiqué plus haut, des méthodes logiques et statistiques ont été appliquées pour que l'analyse soit plus fiable.

8. Près de 12 000 activités ont été organisées les deux années considérées, pour les deux tiers en Afrique. En moyenne, 33 activités ont eu lieu par jour dans plus de 50 pays dans le monde. Si le nombre d'activités a légèrement diminué de 2010 à 2011 (de 2,2 %), le nombre de participants a augmenté de 8,3 %. Cette augmentation se doit à la situation en Afrique, qui est la seule région où le nombre de participants a augmenté pendant les années considérées et où le nombre d'activités s'inscrit à la hausse depuis 2009. La part de la population africaine informée de la DDTS et des synergies entre la DDTS et les changements climatiques et la biodiversité a augmenté de 12 %.

9. En Asie, le nombre d'activités et le nombre de participants ont l'un et l'autre diminué d'environ 10 %. En revanche, le pourcentage de la population informée de la DDTS a considérablement augmenté (de 10 %). Si l'on ne se base que sur les pays qui ont soumis un rapport lors des deux cycles de présentation des rapports, les efforts déployés pour organiser des activités de sensibilisation n'ont cessé de s'accroître depuis 2008.

10. Les chiffres communiqués pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, qui font état d'une légère baisse (3 %) du nombre de participants, n'expliquent pas la forte augmentation (de 20 %) de la part de la population informée de la DDTS et des questions connexes, comme il est indiqué plus bas.

11. Dans la région de la Méditerranée septentrionale, le nombre d'activités a baissé de 36 % entre 2010 et 2011, tandis que le nombre de participants a baissé de 78 % suite à la baisse de 77 % enregistrée dans un pays. Il semble toutefois que divers contenus diffusés par les médias (annexe, tableau 2) ont contribué à l'accroissement du pourcentage de population informée par rapport au cycle précédent.

12. Les pays d'Europe centrale et orientale ont organisé un nombre relativement élevé d'activités d'information au regard du faible nombre de participants (deux par activité en moyenne) ce qui pourrait indiquer que ces activités sont de moins en moins efficaces et que le nombre de personnes informées de la DDTS ne bouge plus.

13. Dans les pays parties développés, le nombre d'activités d'information et le nombre de participants ont l'un et l'autre diminué pendant la période considérée (de 17 et 19 % respectivement).

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2018, 30 % de la population mondiale sera informée de la DDTS et des synergies avec les changements climatiques et la biodiversité.

14. Suivant les informations communiquées pour les années 2010-2011, 38,7 % de la population mondiale serait informée de la DDTS et des synergies avec les changements climatiques et la biodiversité (annexe, fig. 1). Ce chiffre, toutefois, devrait être manié avec la plus grande prudence du fait en particulier: a) qu'un pays d'Asie du Sud a notifié un pourcentage très élevé de population informée; et b) que les statistiques pour les pays parties développés reposent sur un nombre très limité de rapports.

15. Même si 55 pays parties touchés et 1 pays partie développé ont donné un chiffre pour les deux cycles, dans 19 cas, on a constaté des incohérences dans les données fournies, ce qui a exclu ces séries de données de l'analyse. Ainsi, les données qui ont permis de tracer l'évolution d'un cycle de présentation des rapports à l'autre ou de dégager d'éventuelles tendances se rapportent au total à 37 pays parties (annexe, tableau 3).

16. La situation semble s'être consolidée en Afrique où la cible générale se maintient (32,9 %), notamment dans quatre sous-régions sur cinq (annexe, fig. 2). La situation en Asie est moins claire (annexe, fig. 3) en raison principalement de la forte proportion de population informée notifiée par quelques pays; on peut supposer toutefois que la cible est atteinte dans trois sous-régions sur cinq et la tendance est positive (en hausse de 10 % par rapport au cycle de présentation des rapports précédent). L'Amérique latine et les Caraïbes, où la part de population informée a le plus augmenté (de 20 %) a dû tout juste atteindre la cible en 2011 (annexe, fig. 4). Dans la région de la Méditerranée septentrionale, le seuil n'a pas été encore atteint (23,1 % de la population est informée) mais la tendance semble positive (en hausse de 15 %). La même situation s'observe en Europe centrale et orientale (20,5 % de la population est informée) bien qu'aucune augmentation importante ne soit intervenue par rapport au précédent cycle de présentation des rapports. Aucune conclusion sérieuse ne peut être tirée s'agissant des pays parties développés, ni pour évaluer la situation actuelle ni pour dégager d'éventuelles tendances, par suite du nombre limité de rapports disponibles.

17. Dans certaines sous-régions, le pourcentage de population informée reste inférieur aux deux tiers de la cible pour 2018 et de nouveaux efforts pourraient être nécessaires du point de vue des activités d'information (annexe, tableau 1) ou de l'efficacité des contenus mis à disposition par les médias (annexe, tableau 2).

3. Évaluation qualitative

«Les informations relatives aux processus de communication que vous avez fournies font-elles partie d'une stratégie nationale de communication sur les enjeux environnementaux?» (voir annexe, tableau 4)

- Dans l'affirmative, est-ce que la mise en œuvre de la stratégie nationale de communication complète la mise en œuvre de la stratégie globale de communication de la Convention (voir annexe, tableau 5)
- Dans la négative, est-ce que votre pays met en œuvre la stratégie globale de communication de la Convention (voir annexe, tableau 6)

«Est-ce que votre pays met en œuvre des activités en rapport avec la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification?» (voir annexe, tableau 7).

«Est-ce que votre pays apporte un appui financier et technique à l'établissement et la mise en œuvre du programme de la Décennie?» (question posée aux seuls pays parties développés).

18. Au total, 71 pays ont répondu aux questions relatives à la stratégie nationale de communication. Pour 30 d'entre eux, la réponse a été affirmative. Même si 58 % des pays ont dit qu'ils ne s'attachaient pas à mieux faire connaître la DDTS par une stratégie nationale de communication sur les enjeux environnementaux, leurs populations sont généralement très informées sur le sujet. À l'inverse, 14 % des pays parties développés ont une stratégie nationale de ce type et c'est chez eux que l'on enregistre le plus faible pourcentage de population informée de la DDTS et des questions connexes (9 %).

19. Alors que dans quatre régions sur cinq, la majorité des Parties n'a pas de stratégie nationale de communication, on observe dans ces régions une légère augmentation du pourcentage de population au fait de la DDTS. La région de la Méditerranée septentrionale est la seule dans laquelle les Parties qui mettent en œuvre une stratégie nationale sont plus nombreuses que celles qui ne le font pas.

20. Sur les 30 pays qui ont une stratégie, 26 pays (87 %) ont indiqué que celle-ci complétait la mise en œuvre de la stratégie globale de communication de la Convention.

21. Sur les 41 Parties qui n'ont pas de stratégie nationale de communication, 12 pays (29 %) mettent en œuvre la stratégie globale de communication. Celle-ci contribue à sensibiliser la population, principalement en Afrique, où 57 % des pays n'ont pas de stratégie nationale de communication, suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes (20 %) et l'Asie (17 %).

22. Pour ce qui est de la mise en œuvre des activités en rapport avec la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification, sur les 71 pays qui ont répondu à la question, 45 (63 %) ont mis en œuvre des activités et 21 ne l'ont pas fait. Les pays d'Afrique ont été les plus actifs (84 % des pays ayant présenté un rapport), suivis par la Méditerranée septentrionale et les pays parties développés (66 % dans les deux cas) et la région d'Europe centrale et orientale (50 %). L'Amérique latine et les Caraïbes est la seule région où la plupart des Parties n'ont pas mis en œuvre d'activités de ce type.

23. Deux pays parties développés ont fourni un appui technique et/ou financier à l'établissement et/ou la mise en œuvre de programmes dans le cadre de la Décennie.

B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Nombre d'activités d'information menées et nombre estimatif de participants

a) Afrique (voir annexe, tableau 8)

24. Le nombre d'activités d'information entre 2010 et 2011 a augmenté de 2 % (passant de 8 002 à 8 159), ce qui représente 404 activités par pays et par an en moyenne.

25. L'Afrique occidentale, qui soutient vigoureusement les efforts tendant à organiser des activités d'information dans la région, a assuré 77 % du nombre total d'activités en 2010 et 78 % en 2011 (787 par pays et par an en moyenne). C'est en Afrique centrale que l'on a enregistré la plus forte hausse du nombre d'activités pendant la période considérée (24 %) avec une hausse de 13,5 % du pourcentage de la population qui a pris part à ces activités; toutefois, c'est là que le nombre moyen d'activités est le plus faible (26 activités par pays et par an).

26. Le nombre de participants à des activités d'information a augmenté de 10 % dans la région. La plus forte hausse (de 42 %) a été enregistrée en Afrique australe où, en revanche, le nombre d'activités a baissé de 8,2 %. Dans les sous-régions restantes, le nombre d'activités et de participants a soit légèrement augmenté soit est resté constant.

b) Asie (voir annexe, tableau 9)

27. Le nombre d'activités d'information dans la région a baissé de 8,9 % (passant de 1 164 en 2010 à 1 061 en 2011).

28. L'Asie centrale a organisé plus de la moitié des activités totales menées en 2010 et 64,5 % en 2011. Avec l'Asie du Sud, c'est la seule sous-région où le nombre d'activités a augmenté (de 14,4 % et 31 %, respectivement). La nette diminution (84 %) enregistrée dans la région du Pacifique n'est qu'apparente, étant donné qu'un pays n'a pas fourni de données pour les deux années considérées. Alors qu'en Asie orientale, le nombre d'activités a baissé de 28 % et le nombre de participants à ces manifestations de 50 %, en Asie du Sud-Est et en Asie occidentale, le nombre de participants a augmenté malgré le nombre réduit d'activités.

29. Le nombre de participants a aussi diminué de 10,3 % (passant de 720 320 participants en 2010 à 645 855 en 2011).

c) Amérique latine et Caraïbes (voir annexe, tableau 10)

30. L'analyse fait état d'une augmentation de près de 8 % du nombre d'activités entre 2010 et 2011 (qui sont passées de 1 406 à 1 517). En revanche, le nombre de participants a diminué de 3,1 %.

31. La situation varie beaucoup toutefois d'une sous-région à l'autre. Dans la sous-région andine, il s'est produit une hausse de 77 % du nombre d'activités, qui s'est accompagnée d'une hausse de 41,6 % des participants. Cette forte progression est principalement imputable à un pays qui a notifié une augmentation de 50 % du nombre d'activités. En Mésio-Amérique, le nombre d'activités et de participants a baissé de 38,5 %. Dans le cône Sud, le nombre d'activités est resté stable, tandis que le nombre de participants a augmenté de 77 % (un pays a fait état d'une hausse de 218 %). Pour les Caraïbes, on ne disposait pas de données à examiner.

d) *Méditerranée septentrionale (voir annexe, tableau 11)*

32. Le nombre d'activités d'information dans la région est passé de 61 à 39 (36 %), soit en moyenne 17 activités par pays et par an, tandis que le nombre moyen de participants aux manifestations a diminué de 73 % (de 107 activités en 2010 on est passé à 47 en 2011).

e) *Europe centrale et orientale (voir annexe, tableau 12)*

33. En Europe centrale et orientale, 480 activités ont eu lieu en 2011 contre 791 en 2010, soit une baisse de 39 %. Le nombre de participants a aussi baissé (de 61,7 %), du fait principalement de la diminution notifiée par un pays.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2018, 30 % de la population mondiale sera informée de la DDTS et des synergies avec les changements climatiques et la biodiversité.

34. Bien que la cible soit fixée à l'échelle mondiale, elle peut aussi être considérée comme un seuil indicatif à l'échelle régionale, sous-régionale et nationale³. Toutefois, étant donné la taille de l'échantillon, les analyses de tendance devraient être considérées avec prudence, surtout à l'échelle sous-régionale; pour évaluer l'état d'avancement des activités, on a utilisé les données communiquées en 2012, mais pour l'analyse de tendance, on a seulement pris en compte les données des Parties qui ont fourni les informations pertinentes lors des deux cycles de présentation des rapports (annexe, tableau 3 et fig. 5 à 10).

a) *Afrique*

35. L'Afrique atteint toujours la cible, mais deux sous-régions (Afrique centrale et Afrique septentrionale) ont une proportion de la population informée de la DDTS et des synergies avec les changements climatiques et la biodiversité inférieure à 30 %. En Afrique orientale et australe, bien que la cible ait même été dépassée (38,1 % et 42,9 % de la population informée, respectivement), une tendance à la hausse peut être observée. L'Afrique occidentale se classe en deuxième position quant à la population informée dans la région (40,3 %).

b) *Asie*

36. Suivant le dernier exercice de présentation des rapports, l'Asie aurait le plus fort pourcentage de population informée (42,3 %). Ce chiffre, toutefois, s'explique principalement par le pourcentage inhabituel notifié par un pays d'Asie du Sud. En fait, dans trois sous-régions sur six (Asie centrale, Asie orientale et Asie occidentale), le pourcentage de population informée ne franchit pas encore la barre fixée au plan mondial (25,9 %, 23 % et 23,7 % respectivement). Malgré la baisse des effectifs de population informés en Asie du Sud-Est, l'objectif reste atteint.

³ Comme lors du précédent exercice de présentation des rapports et d'examen, les données pertinentes sur la population ont été tirées de publications de la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (<http://unstats.un.org/unsd/demographic/products/vitstats/serATab2.pdf>).

c) *Amérique latine et Caraïbes*

37. Un tiers de la population de l'Amérique latine et des Caraïbes est informé de la DDTS, et cela semble être confirmé par la plus forte hausse observée dans le monde (plus de 20 % par rapport au dernier exercice de présentation des rapports). Malgré la tendance régionale positive, certaines sous-régions semblent ne pas avoir atteint le seuil fixé. Du fait de certaines incohérences dans les données communiquées, on n'a pas pu effectuer d'analyse de tendance pour la Méso-Amérique.

d) *Méditerranée septentrionale*

38. Vingt-trois pour cent de la population de la région est informée, et une augmentation positive (plus de 12 %) a été observée.

e) *Europe centrale et orientale*

39. Comme l'indiquaient déjà les statistiques de l'exercice de présentation des rapports précédent, 20,5 % de la population de la région est informée. Aucune augmentation substantielle n'a été constatée.

3. **Évaluation qualitative**

«Les informations relatives aux processus de communication que vous avez fournies font-elles partie d'une stratégie nationale de communication sur les enjeux environnementaux?»

- Dans l'affirmative, est-ce que la mise en œuvre de la stratégie nationale de communication complète la mise en œuvre de la stratégie globale de communication?
- Dans la négative, est-ce que votre pays met en œuvre la stratégie globale de communication?

«Est-ce que votre pays met en œuvre des activités en rapport avec la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification?».

40. En Afrique, sur les 26 pays qui ont répondu à cette question, 12 (soit 41 %) avaient une stratégie nationale de communication sur les enjeux environnementaux: 1 en Afrique centrale, 1 en Afrique orientale, 5 en Afrique australe, 4 en Afrique occidentale et 1 en Afrique septentrionale. Dans 10 cas, la stratégie nationale de communication complète la stratégie globale de communication. Vingt et un pays ont des activités en cours qui concernent la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification 2010-2020.

41. En Asie, 9 pays (ou 43 % – 3 en Asie du Sud-Est, 2 en Asie occidentale et 1 dans chacune des sous-régions restantes) ont dit que les informations étaient diffusées dans le cadre d'une stratégie nationale de communication et huit qu'elles complétaient la stratégie globale de communication de la Convention. Treize pays (62 %) mènent des activités au titre de la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification.

42. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, plus de la moitié des pays (56 %) n'ont pas de stratégie nationale de communication sur la DDTS et les synergies avec les changements climatiques et la biodiversité. Dans chacun de ces quatre pays (2 pays des Caraïbes, 1 pays andin et 1 pays du cône Sud), la stratégie nationale de communication met en œuvre la stratégie globale de communication. Plus de la moitié des pays (57 %) ne mènent pas d'activités en rapport avec la Décennie.

43. Trois pays de la Méditerranée septentrionale sur quatre ont indiqué que leur stratégie nationale de communication complète la stratégie globale de communication. Un pays ne met pas en œuvre de stratégie de communication. Deux pays sont en train de mener des activités dans le cadre de la Décennie.

44. En Europe centrale et orientale, trois pays sur quatre n'ont pas de stratégie nationale ni n'appliquent la stratégie globale de communication. La moitié des pays mettent en œuvre des activités au titre de la Décennie.

C. Pays parties développés

1. Nombre d'activités d'information menées et nombre estimatif de participants (voir annexe, tableau 13)

45. Près de 78 % des pays parties développés ayant soumis leur rapport ont répondu à ces questions. Le nombre des activités d'information a diminué de 17 % (de 574 à 476) et le nombre de participants de 19 % (de 153 078 à 124 185).

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2018, 30 % de la population mondiale sera informée de la DDTS et des synergies avec les changements climatiques et la biodiversité.

46. Quatre des neuf rapports de pays parties développés donnent des informations sur la population informée. Selon les données communiquées, 37,9 % de la population de ces pays est informée de la DDTS et des synergies avec les changements climatiques et la biodiversité. Aucune conclusion sérieuse ne peut être tirée s'agissant des pays parties développés, ni pour évaluer la situation actuelle ni pour dégager d'éventuelles tendances, par suite du nombre limité de rapports disponibles pour 2010-2011 et de rapports visant les deux cycles de présentation des rapports.

3. Évaluation qualitative

«Les informations relatives aux processus de communication que vous avez fournies font-elles partie d'une stratégie nationale de communication sur les enjeux environnementaux?»

- Dans l'affirmative, est-ce que la mise en œuvre de la stratégie nationale de communication complète la mise en œuvre de la stratégie globale de communication?
- Dans la négative, est-ce que votre pays met en œuvre la stratégie globale de communication?

«Est-ce que votre pays met en œuvre des activités en rapport avec la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification?»

«Est-ce que votre pays apporte un appui financier et technique à l'établissement et la mise en œuvre du programme de la Décennie?».

47. Un pays partie développé sur les sept (soit 14 %) qui ont répondu à cette question a dit avoir une stratégie nationale de communication. Toutefois, le pays n'a pas indiqué si la stratégie complétait ou non la stratégie globale de communication.

48. Deux pays sur les six qui ont fourni des réponses ont apporté un appui financier et/ou technique à l'établissement et la mise en œuvre du programme de la Décennie.

D. Fonds pour l'environnement mondial

49. Le FEM a indiqué que chacune des deux années considérées, il avait organisé une manifestation mondiale avec 100 participants. En outre, il a indiqué qu'au total, 176 516 personnes avaient été informées par les médias (presse) en 2010, puis 241 663 personnes (augmentation de 37 %) en 2011.

50. Le FEM a dit qu'il n'avait pas de stratégie nationale spécifique ni n'appliquait la stratégie globale de communication.

51. Le FEM est en train de mettre en œuvre des activités en rapport avec la Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification, mais il n'apporte pas d'appui financier ou technique à l'établissement ou à la mise en œuvre du programme de la Décennie.

III. Indicateur de résultats CONS-O-2 applicable au résultat 1.2

Secrétariat

1. Nombre de documents officiels et de décisions aux niveaux international, régional et sous-régional, sur les problèmes de la DDTS (voir annexe, tableau 14)

<p>Nombre de documents officiels et de décisions aux niveaux international, régional et sous-régional, sur les problèmes de la DDTS.</p>
--

52. Alors que 15 décisions en rapport avec la DDTS avaient été prises par des organes directeurs internationaux en 2010, on n'en comptait que deux en 2011. Cette baisse se doit principalement au fait que plusieurs organes de décision en rapport avec les processus liés à la Convention ne se réunissent pas à un rythme annuel. Une décision a été enregistrée au niveau régional en 2010.

2. Contribution à la réalisation de l'objectif

<p>D'ici à 2010, le site Web de la Convention aura été remanié et comprendra une base de données thématique sur les décisions et documents pertinents dans le cadre de l'examen et de l'évaluation des résultats du système de mise en œuvre.</p>

53. En 2010, le secrétariat a remanié son site Web qui comprend désormais une base de données thématique sur les décisions et documents pertinents dans le cadre de l'examen et de l'évaluation des résultats du système de mise en œuvre. La cible est donc considérée comme atteinte.

IV. Indicateur de résultats CONS-O-3 applicable au résultat 1.3

Nombre d'organisations de la société civile (OSC) et d'institutions scientifiques et technologiques participant aux processus liés à la Convention.

A. Analyse au plan mondial

1. Nombre d'organisations de la société civile et d'institutions scientifiques et technologiques participant aux processus liés à la Convention (voir annexe, tableau 15)

54. Comme en 2010, un très grand nombre d'organisations de la société civile (OSC) ont pris part à des programmes et projets liés à la DDTS. Dans toutes les régions ainsi que dans les pays parties développés, il y a plus d'OSC que d'institutions scientifiques et technologiques participant aux projets et programmes sur les problèmes de DDTS. En outre, dans les pays parties développés, le nombre de ces organisations et institutions est relativement élevé. Le nombre le plus élevé d'organisations et d'institutions en activité est notifié par l'Asie suivie par l'Afrique et l'Amérique latine et les Caraïbes.

55. Il existe actuellement dans le monde plus de 6 500 OSC et plus de 1 900 institutions scientifiques et technologiques associées aux activités intéressant la DDTS. À l'échelle planétaire, de 2010 à 2011, il s'est produit une légère baisse (de 2,7 %) du nombre d'OSC et une diminution plus marquée (de 8,7 %) du nombre d'institutions scientifiques et technologiques qui participent aux activités.

56. La tendance est positive depuis 2008. Année après année, il se produit un accroissement constant du nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques (de 13,2 % et 46,4 % respectivement) participant à la mise en œuvre de la Convention.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif (voir annexe, tableau 16)

Une croissance régulière de la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux processus liés à la Convention est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

57. Il a été demandé aux pays parties si, au moment de l'établissement de leur rapport, leur gouvernement avait mis en place des initiatives concrètes visant à augmenter la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux programmes et projets liés à la DDTS.

58. Sur les pays qui ont présenté leur rapport en 2012, 89 % de ceux qui ont répondu à cette question ont répondu par l'affirmative. Le nombre relativement peu élevé de réponses négatives (11 %) montre que les gouvernements sont très conscients du rôle que ces parties prenantes, OSC et institutions scientifiques et technologiques, peuvent jouer dans les processus de la Convention.

59. Par rapport au cycle précédent, on note une augmentation de 7,1 % du nombre de pays qui sont en train de prendre des initiatives concrètes à l'appui de la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux programmes et projets liés à la DDTS. Ce chiffre est étayé par l'augmentation régulière du nombre de ces organisations et institutions depuis 2008, comme on l'a vu plus haut.

B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques participant aux processus liés à la Convention

a) Afrique (voir annexe, tableau 17)

60. Plus de 1 600 OSC et 370 institutions scientifiques et technologiques ont participé aux programmes et projets liés à la DDTS en 2010. On constate une légère baisse (de 2,5 %) du nombre des OSC et un accroissement (de 6,6 %) du nombre d'institutions scientifiques et technologiques entre 2010 et 2011. Un pays a notifié des chiffres disproportionnés.

61. Des écarts considérables sont enregistrés pour ce qui est du nombre d'OSC en Afrique centrale (un pays a notifié une baisse de 32 %) et d'institutions scientifiques et technologiques en Afrique australe (25 % de hausse) alors que le nombre d'organisations et d'institutions est resté constant pour l'essentiel dans toutes les autres sous-régions entre 2010 et 2011.

62. Lorsqu'on analyse les tendances sur les deux cycles de présentation des rapports, on observe depuis 2009 une baisse de près de 12 % du nombre d'OSC (du fait principalement d'une forte baisse de 48,7 % en Afrique centrale) et, en revanche, un accroissement constant du nombre d'institutions scientifiques et technologiques (de 54 % au total) depuis 2008. En Afrique centrale, le nombre d'OSC s'inscrit à la baisse depuis 2009. Pour les autres sous-régions la tendance n'a pas pu être définie.

b) Asie (voir annexe, tableau 18)

63. Alors que le nombre des OSC est resté presque constant (en hausse de 0,3 %), le nombre d'institutions scientifiques et technologiques a augmenté de 9 % entre 2010 et 2011.

64. Exception faite du nombre d'OSC en Asie du Sud-Est, le nombre des OSC et institutions scientifiques et technologiques a augmenté dans toutes les autres sous-régions pendant les années considérées.

65. Il n'existe que quatre pays dans lesquels le nombre d'OSC intervenant dans le domaine de la DDTS a baissé en 2011 par rapport en 2010, et un pays dans lequel il en a été de même pour les institutions scientifiques et technologiques participantes. Dans deux pays, les institutions scientifiques et technologiques ont été plus nombreuses que les OSC à participer aux processus liés à la DDTS.

66. De tous les pays parties ayant soumis un rapport en Asie, c'est une Partie d'Asie du Sud qui a notifié le nombre le plus élevé d'OSC intervenant dans le domaine de la DDTS (plus de 60 % du nombre total d'OSC pour l'Asie) alors que le nombre le plus élevé d'institutions scientifiques et technologiques ayant pris des initiatives liées à la DDTS en 2010 a été notifié par un pays d'Asie centrale et en 2011 par un autre pays d'Asie de l'Est (près de 25 % du nombre total d'institutions scientifiques et technologiques). Un pays a notifié des chiffres disproportionnés.

67. Au vu de la tendance observable depuis 2008, l'Asie est la seule région où l'on a pu observer une croissance régulière du nombre d'OSC (de 11,8 % au total). Par ailleurs, on a également observé une tendance à la hausse du nombre d'institutions scientifiques et technologiques depuis 2008 (21,7 %), du fait principalement d'une progression régulière en Asie centrale et orientale. Pour d'autres sous-régions, on n'a pas pu dégager de tendance par suite de fluctuations dans les chiffres recueillis.

c) *Amérique latine et Caraïbes (voir annexe, tableau 19)*

68. Une hausse de 31 % de la participation des OSC a été enregistrée de 2010 à 2011 (leur nombre est passé de 1 137 en 2010 à 1 488 en 2011). Le nombre d'institutions scientifiques et technologiques a augmenté de 17 % (passant de 409 en 2010 à 480 en 2011).

69. Au niveau sous-régional, le cône Sud compte de loin le plus grand nombre d'OSC participant à des programmes et projet liés à la DDTs. Toutefois, le nombre d'OSC dans l'ensemble des sous-régions a soit augmenté soit est resté constant. Les nombres d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques ont augmenté de 50 % et 74 % respectivement dans la sous-région andine suivie par la Mésio-Amérique où les OSC ont augmenté de 30 % et les institutions scientifiques et technologiques de 40 %.

70. Aucune tendance n'a pu être dégagée entre les cycles de présentation des rapports de 2010 et 2012 au niveau régional ou sous-régional par suite de fluctuations dans les données recueillies pendant la période.

d) *Méditerranée septentrionale (voir annexe, tableau 20)*

71. Trois pays de la Méditerranée septentrionale ont indiqué le nombre d'OSC participant aux programmes et projets liés à la DDTs et quatre ont communiqué des informations sur des institutions scientifiques et technologiques. Parmi ces derniers, un pays n'a notifié aucune participation de ces deux types d'intervenants. Le nombre d'intervenants participants a toutefois augmenté de 12 % pendant le cycle de présentation de rapports tant pour les OSC que pour les institutions scientifiques et technologiques.

72. Aucune tendance n'a pu être dégagée entre les cycles de présentation des rapports 2010 et 2012 par suite de fluctuations dans les données recueillies pendant la période.

e) *Europe centrale et orientale (voir annexe, tableau 21)*

73. Les chiffres relatifs aux OSC et aux institutions scientifiques et technologiques participant aux programmes et projets liés à la DDTs dans la région doivent être considérés avec prudence car le pays qui comptait le nombre le plus élevé d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques en 2010 n'a pas fourni de chiffres pour 2011.

74. Comme aucun pays ayant présenté un rapport pour les deux cycles de présentation des rapports n'a communiqué de données pour toutes les années considérées, aucune analyse de tendance n'a pu être effectuée.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière de la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux processus liés à la Convention est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

75. Il a été demandé aux pays si, au moment de l'établissement de leur rapport, leur gouvernement avait mis en place des initiatives concrètes visant à augmenter la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux programmes et projets liés à la DDTS.

76. En Afrique, 26 des 28 pays ayant présenté un rapport ont communiqué des informations sur ce paramètre. Vingt-deux (soit 85 %) de ces pays ont dit qu'ils étaient en train de prendre des mesures pour accroître la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques et quatre (soit 15 %) qu'ils ne le faisaient pas. Tous les pays de l'Est et du Sud prenaient de telles mesures. Par rapport au cycle précédent, les pays ont de plus en plus tendance à mettre en place de telles initiatives. Comme nous n'en sommes qu'à deux cycles de présentation de rapports, il n'est pas possible d'identifier une croissance régulière mais plutôt une progression en direction de la cible.

77. En Asie, tous les pays ayant soumis un rapport ont communiqué des informations sur ce paramètre. Vingt pays parties (95 %) ont dit qu'ils mettaient en place des initiatives, alors qu'un pays du Pacifique a dit qu'il n'en avait pas pris. On constate aussi dans cette région une progression en direction de la cible.

78. Tous les pays ayant présenté un rapport dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont communiqué des informations sur ce paramètre. Sur 11 pays, seul un pays andin a dit qu'il n'avait pas mis en place de telles initiatives; tous les autres ont répondu par l'affirmative (91 %). Le nombre de pays qui ont pris des initiatives pour accroître la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques est resté stable pendant les cycles de présentation des rapports.

79. En 2010, trois pays de la Méditerranée septentrionale ont répondu à la question par l'affirmative et un par la négative.

80. En Europe centrale et orientale, quatre pays sur sept ont répondu à la question, et tous étaient en train de prendre de telles initiatives. Une tendance positive a été observée durant les cycles de présentation des rapports.

C. Pays parties développés

1. Nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques participant aux processus liés à la Convention (voir annexe, tableau 22)

81. Le nombre d'OSC participant à des programmes et projets liés à la DDTS est passé de 562 à 602, soit une progression de 7 %, entre 2010 et 2011, alors que le nombre d'institutions scientifiques et technologiques est passé de 209 à 190, soit une réduction de 9 %. Un pays n'a pas communiqué de chiffres concernant le nombre d'OSC/institutions scientifiques et technologiques intervenant dans le domaine de la DDTS dans son pays. Les écarts d'un pays à l'autre sont importants, de 1 à 259 OSC (2011) et de 0 à 79 institutions scientifiques et technologiques (2010).

82. Même si l'on observe une croissance régulière dans le nombre d'OSC depuis 2008 (soit une hausse de 114 % au total), pour ce qui concerne les institutions scientifiques et technologiques, la tendance ne peut pas être suivie du fait de fluctuations dans les données communiquées.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière de la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux processus liés à la Convention est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

83. Il a été demandé aux pays si, au moment de l'établissement de leur rapport, leur gouvernement avait mis en place des initiatives concrètes visant à augmenter la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux programmes et projets liés à la DDTS.

84. Sur les pays qui ont répondu à cette question, six pays (86 %) ont répondu par l'affirmative et un par la négative.

85. On peut observer que les pays ont davantage tendance à prendre de telles initiatives par comparaison avec le cycle précédent de présentation de rapports.

D. Fonds pour l'environnement mondial

86. Le FEM n'a pas fait rapport sur cet indicateur.

E. Mécanisme mondial

87. Des informations supplémentaires sur la participation des OSC et des institutions scientifiques et technologiques aux cadres d'investissement intégrés avec l'aide du Mécanisme mondial font apparaître que 65 OSC ont pris part à ces cadres en 2010 mais que leur nombre s'est réduit à 50 en 2011. Pour les institutions scientifiques et technologiques, le nombre est passé de 25 en 2010 à 39 en 2011. Concernant la contribution nationale à la cible, le Mécanisme mondial a dit qu'il était en train de mettre en place des mesures concrètes pour accroître la participation des OSC et des institutions scientifiques et technologiques dans les cadres d'investissement.

88. Le Mécanisme mondial n'a pas parrainé la participation des OSC et des institutions scientifiques et technologiques aux réunions officielles dans le cadre de la Convention.

89. Le Mécanisme mondial a estimé que les rapports présentés au sujet de l'indicateur de résultats CONS-O-3 étaient conformes aux réalisations escomptées et indicateurs de résultats connexes concernant le résultat 1.3 de son plan de travail, alors que des travaux sont encore nécessaires pour assurer la cohérence avec les réalisations escomptées pertinentes concernant l'objectif opérationnel 1 du programme de travail conjoint.

F. Secrétariat

90. En 2011, le secrétariat a facilité la participation de 41 représentants de 32 OSC aux réunions des organes subsidiaires (deuxième session extraordinaire du Comité de la science et de la technologie et neuvième session du Comité) et de 173 représentants de 51 OSC à la dixième session de la Conférence des Parties. La participation de 20 % de ces représentants (aux travaux des organes subsidiaires) et de 6 % d'entre eux (à la Conférence des Parties) a été financée par le biais du Fonds spécial de la Convention.

91. Par rapport au cycle précédent de présentation de rapports, il s'est produit une baisse de 37,5 % du nombre de représentants d'OSC dont la participation aux travaux de la Convention a été financée, et de 72,4 % du nombre de ceux qui ont bénéficié d'un financement pour participer aux travaux intersessions des organes subsidiaires.

92. En 2011, le secrétariat a aussi facilité la participation de 96 institutions scientifiques et technologiques aux travaux de la Conférence des Parties (dont 31 % ont pu recevoir un financement) et de 74 institutions scientifiques et technologiques aux sessions intersessions des organes subsidiaires (financées à 39 %).

93. Contrairement à ce qui se passe pour les OSC, la tendance à appuyer les institutions scientifiques et technologiques a progressé de 9,1 % pour les sessions de la Conférence des Parties et de 12 % pour les réunions intersessions du Comité et du Comité de la science et de la technologie.

94. Le secrétariat continue de prendre des mesures pour renforcer la participation de la société civile et des milieux scientifiques aux processus de la Convention au niveau institutionnel, principalement en mettant en œuvre la décision 5/COP.10⁴.

V. Indicateur de résultats CONS-O-4 applicable au résultat 1.3

Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation.

A. Analyse au plan mondial

1. Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation (voir annexe, tableau 23)

95. Dans le monde, plus de 4 000 initiatives en matière d'éducation liée à la DDTS ont été mises en place par les OSC et plus de 2 500 par les institutions scientifiques et technologiques en 2011. Pendant les années considérées, le nombre d'initiatives prises par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques a augmenté de 30 % et 15 % respectivement. Une croissance de près de 39 % peut être observée depuis 2008 qui contribue pour beaucoup à la réalisation de l'objectif.

96. D'après les données communiquées au sujet de l'indicateur de résultats CONS-O-3, il est manifeste que de façon générale, beaucoup plus d'OSC que d'institutions scientifiques et technologiques participent au processus de la Convention. Toutefois, en Méditerranée septentrionale, en Europe centrale et orientale et dans les pays parties développés, les initiatives dans le domaine de l'éducation sont principalement mises en place par des institutions scientifiques et technologiques. Alors que dans les régions d'Asie et d'Amérique latine et des Caraïbes, l'écart de participation entre les deux groupes d'intervenants n'est pas aussi important, en Afrique, les initiatives dans le domaine de l'éducation sont entreprises deux fois plus souvent par des OSC que par des institutions scientifiques et technologiques.

⁴ Pour le texte complet, voir le document ICCD/COP(10)/31/Add.1.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif (voir annexe, tableau 24)

Une croissance régulière du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

97. Il a été demandé aux pays parties si, au moment de l'établissement de leur rapport, leur gouvernement avait mis en place des initiatives concrètes visant à augmenter les initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques.

98. Parmi les pays qui ont présenté leur rapport, 96 % ont répondu à la question: 54 pays ont répondu par l'affirmative et 14 par la négative. Dans le cas des pays parties développés, on a enregistré plus de réponses négatives que de positives, en dépit du fait que le nombre d'initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation est relativement élevé.

99. Par rapport au précédent cycle de présentation de rapports, une tendance positive se dessine au niveau mondial pour ce qui est des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation.

B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation

a) Afrique (voir annexe, tableau 25)

100. L'Afrique représente 62 % de toutes les initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC en 2010 et presque 40 % des initiatives entreprises par les institutions scientifiques et technologiques en 2011. Le nombre d'initiatives prises par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques a augmenté pendant la période considérée: de 19 % pour les OSC (de 2 028 en 2010 à 2 415 en 2011) et de 22 % pour les institutions scientifiques et technologiques (de 916 en 2010 à 1 117 en 2011).

101. Dans toutes les sous-régions, le nombre d'initiatives prises par des OSC et des institutions scientifiques et technologiques a augmenté entre 2010 et 2011. L'accroissement le plus important est notifié en Afrique orientale (34 % pour les initiatives des OSC et 60 % pour les initiatives des institutions scientifiques et technologiques) qui compte le nombre le plus élevé d'initiatives mises en place par des institutions scientifiques et technologiques et un niveau relativement élevé d'initiatives d'OSC (34 % du total pour l'Afrique en 2011).

102. On a observé une tendance à la hausse du nombre d'initiatives d'OSC en Afrique depuis 2009 (avec une augmentation de 31,7 %). Cela se doit principalement aux hausses notifiées depuis 2008, à savoir: pour l'Afrique centrale (multiplication par cinq), l'Afrique australe (augmentation de 69,4 %) et l'Afrique occidentale (augmentation de 29,8 %). Pour les initiatives des institutions scientifiques et technologiques, aucune tendance n'a pu être observée ni à l'échelle régionale ni à l'échelle sous-régionale par suite de fluctuations dans les données communiquées.

b) *Asie (voir annexe, tableau 26)*

103. En Asie, les OSC ont moins pris d'initiatives que les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation en 2010. Toutefois, par suite d'une hausse de 39 % des initiatives des OSC et de 4,5 % seulement des initiatives des institutions scientifiques et technologiques, le rapport a changé en 2011 (1 291 et 1 017 respectivement).

104. La seule sous-région où un changement important s'est produit dans le nombre d'initiatives peut être observée en Asie du Sud où les initiatives des OSC et des institutions scientifiques et technologiques ont augmenté de 77 % et de 55 % respectivement. Toutefois, ce changement se doit surtout à l'augmentation notifiée par un pays.

105. Une croissance de 43 % du nombre d'initiatives d'OSC a été enregistrée depuis 2009, indiquant une tendance à la hausse. À l'inverse, le nombre d'initiatives prises par les institutions scientifiques et technologiques a baissé de près de 22 % depuis 2009, indiquant une tendance à la baisse, dont la cause principale est une diminution de 31,1 % enregistrée en Asie occidentale.

c) *Amérique latine et Caraïbes (voir annexe, tableau 27)*

106. Étant donné le peu d'informations communiquées au sujet de cet indicateur par les pays touchés de la région, seule une analyse limitée peut être effectuée et il faut être prudent au moment de tirer des conclusions. Les rapports nationaux de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes font état d'un très fort accroissement des initiatives prises par les OSC (97 %) et par les institutions scientifiques et technologiques (88 %). Cela se doit à une augmentation de 100 % des initiatives de ces deux catégories d'intervenants notifiée par un pays du cône Sud. Un pays de la sous-région andine qui n'a communiqué de données que pour 2011 a rapporté une forte augmentation de ces deux types d'initiatives dans cette sous-région. Comme un seul pays des Caraïbes a répondu à cette question (et n'a notifié aucune initiative de la part des institutions scientifiques et technologiques pour les deux années considérées et aucune initiative de la part des OSC en 2010), aucune évaluation réaliste ne peut être effectuée pour cette sous-région.

107. Aucune tendance n'a pu être dégagée à ce jour par suite de fluctuations dans les données communiquées pour chaque année considérée.

d) *Méditerranée septentrionale (voir annexe, tableau 28)*

108. Dans la région de Méditerranée septentrionale, beaucoup plus d'activités sont menées par les institutions scientifiques et technologiques (83 en 2011) que par les OSC (27 en 2011). Dans un pays, les OSC n'ont mis en place aucune initiative. Deux pays représentaient 84 % de l'ensemble des activités menées par les OSC en 2010 dans la région. Deux autres pays représentaient 91 % des activités entreprises par les institutions scientifiques et technologiques en 2011.

109. Aucune analyse de tendance n'a pu être effectuée par suite de fluctuations dans les données communiquées.

e) *Europe centrale et orientale (voir annexe, tableau 29)*

110. Deux pays de la région ont communiqué des données sur les initiatives mises en place par les institutions scientifiques et technologiques et un pays sur les initiatives des OSC pour les deux années considérées. En outre, le net accroissement du nombre des initiatives mises en place par les institutions scientifiques et technologiques dans la région entre 2010 et 2011 (82 %) est dû à la hausse notifiée par un pays (460 %). Aucune conclusion ne peut être tirée des données disponibles.

111. On n'a pas effectué d'analyse de tendance car aucun pays de la région d'Europe centrale et orientale n'a fourni de rapport pour les deux cycles ni n'a donné de chiffres pour chaque année considérée.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

112. Il a été demandé aux pays parties si, au moment de l'établissement de leur rapport, leur gouvernement avait mis en place des initiatives concrètes visant à augmenter les initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques.

113. Dans quatre régions, un plus grand nombre de pays ont répondu à cette question qu'à celle relative au nombre d'initiatives mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation.

114. En Afrique, sur 26 pays qui ont répondu à la question, 23 (89 %) ont dit qu'il y avait de telles initiatives en place et 3 (11 %) qu'il n'y en avait pas. Tous les pays qui ont fourni un rapport en Afrique orientale et australe ont mis en place des initiatives de ce type. Si l'on compare avec le cycle précédent, la tendance s'inscrit à la hausse à cet égard.

115. En Asie, 15 pays ont pris de telles initiatives, et 5 ne l'ont pas fait. Le nombre de pays ayant mis en place des initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation reste constant par rapport au cycle précédent.

116. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, sur 9 pays qui ont répondu, 8 ont fait état de ce type d'initiatives et 1 n'en a rapporté aucune. Il n'y a pas eu de sous-région où tous les pays ont pris de telles initiatives. On peut observer une tendance à la hausse si l'on compare deux phases du quatrième cycle de présentation des rapports.

117. Seuls deux pays (50 %) de Méditerranée septentrionale ont fait part d'initiatives de cet ordre. C'est la seule région où le nombre d'initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation a diminué.

118. Tous les pays d'Europe centrale et orientale qui ont fourni un rapport ont fait état de telles initiatives. Toutefois, si on compare avec le cycle précédent, le nombre de pays ayant mis en place des initiatives de ce type est resté constant.

C. Pays parties développés

1. Nombre et type des initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation (voir annexe, tableau 30)

119. Sur les 9 pays parties développés qui ont présenté un rapport, 6 ont donné des réponses à ces questions. Le nombre d'initiatives mises en place par les OSC s'est établi entre 0 et 64 et le nombre d'initiatives entreprises par les institutions scientifiques et technologiques entre 2 et 234.

120. Depuis 2008, on constate une forte augmentation des initiatives mises en place par les OSC (supérieure à 100 %). Une légère hausse (17,2 %) des initiatives entreprises par les institutions scientifiques et technologiques s'observe aussi au fil des années considérées depuis 2009.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière du nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques dans le domaine de l'éducation est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

121. Il a été demandé aux pays si, au moment de l'établissement de leur rapport, leur gouvernement avait mis en place des initiatives concrètes visant à augmenter les initiatives liées à la DDTS dans le domaine de l'éducation mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques. Au moment de l'établissement de leur rapport, leur gouvernement avait mis en place des initiatives concrètes visant à augmenter la participation des OSC et institutions scientifiques et technologiques aux programmes et projets liés à la DDTS.

122. Sur les 9 pays parties développés ayant soumis un rapport, 5 ont répondu à cette question, 2 ont répondu par l'affirmative, et 3 par la négative. Le nombre de pays qui ont mis en place ce type d'initiatives reste constant par rapport au cycle précédent.

D. Fonds pour l'environnement mondial

123. Le FEM n'a fourni aucune information sur le nombre d'initiatives liées à la DDTS mises en place par des OSC et soutenues financièrement par le Fonds.

VI. Conclusions

124. Les données ne présentant pas le même degré d'exactitude, ce qui peut s'expliquer en partie par l'utilisation de différentes méthodes pour la compilation des informations, il a fallu exclure de l'analyse jusqu'à 23 % des données communiquées au sujet de l'indicateur CONS-O-1. Il est possible néanmoins de dresser un tableau raisonnablement optimiste de la situation concernant la mise en œuvre des résultats de cet objectif opérationnel.

125. Suivant les données communiquées durant l'exercice de présentation des rapports en cours, plus de 38 % de la population mondiale est sensibilisée à la DDTS et à ses synergies avec les changements climatiques et la biodiversité. Si la cible mondiale est en principe atteinte, l'écart entre les régions reste malgré tout conséquent, situé entre 20,5 et 42,2 %.

126. Un nombre impressionnant d'activités d'information a été organisé pendant les deux années considérées. Ces activités ont rassemblé de larges publics en dépit du fait que plus de la moitié des pays ayant répondu aux questions ont dit que l'information communiquée ne s'inscrivait pas dans une stratégie nationale de communication sur les enjeux environnementaux.

127. Plus de 6 500 OSC et 1 900 institutions scientifiques et technologiques ont participé à des projets et programmes liés à la DDTS pendant l'exercice biennal écoulé et l'on enregistre une tendance à la hausse du nombre des OSC et institutions scientifiques et technologiques depuis 2008. Cette information est confirmée par le fait que la grande majorité des gouvernements sont en train de mettre en place des initiatives concrètes pour accroître le nombre d'OSC et d'institutions scientifiques et technologiques participant à des activités liées à la DDTS, y compris celles en rapport avec des cadres d'investissement intégrés.

128. Le nombre considérable d'initiatives en matière d'éducation mises en place par les OSC et les institutions scientifiques et technologiques pendant l'exercice biennal écoulé a augmenté de près de 40 % depuis 2008. Ces initiatives sont aussi complétées et appuyées par les gouvernements qui soutiennent les efforts visant à accroître la participation de ces parties prenantes aux activités d'éducation liées à la DDTS.

129. Dans ce contexte, on peut conclure que les efforts concertés déployés par les gouvernements, la société civile et les institutions scientifiques et technologiques devraient raisonnablement permettre d'atteindre les cibles fixées pour cet objectif opérationnel.

VII. Recommandations

130. Ci-après figurent les premières recommandations que les Parties pourraient examiner à la onzième session du Comité, le but étant d'engager rapidement des consultations sur des projets de décision qui seraient soumis à la onzième Conférence des Parties, pour examen:

a) Les pays parties ayant notifié un faible taux de sensibilisation nationale à la DDTS et à ses synergies sont invités à prendre des mesures pour développer les initiatives en matière de communication et d'éducation afin d'atteindre l'objectif général fixé dans la décision 13/COP.9;

b) Les Parties sont invitées à évaluer et éventuellement accroître l'efficacité de leurs moyens de communication sur les questions liées à la DDTS afin de toucher de plus larges publics et de mieux faire connaître la thématique;

c) Les pays parties développés sont invités à accroître le soutien apporté à la participation de représentants de la société civile aux réunions de la Convention sur la lutte contre la désertification, notamment par le biais de contributions au Fonds spécial;

d) Le FEM est invité à établir une stratégie de communication spécifique sur la DDTS afin de mieux faire connaître le problème dans le monde;

e) Les organes subsidiaires et les institutions relevant de la Convention sont invités à inscrire l'examen de ces recommandations dans leurs programmes de travail respectifs à proposer à la onzième Conférence des Parties, le but étant de fournir aux pays parties touchés l'assistance requise pour atteindre l'objectif opérationnel 1 de la Stratégie.

Annexe

[Anglais uniquement]

Tables and figures relating to the performance indicators under operational objective 1

List of figures

	<i>Page</i>
1. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2012 assessment, global, by region).....	27
2. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2012 assessment, Africa, by subregion).....	28
3. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2012 assessment, Asia, by subregion).....	28
4. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2012 assessment, Latin America and the Caribbean, by subregion)	29
5. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis – global, by region)	32
6. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis - Africa, by subregion)	33
7. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis - Asia, by subregion)	33
8. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis - Latin America and the Caribbean, by subregion)	34
9. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis - Northern Mediterranean)	34
10. Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis - Central and Eastern Europe)	35

List of tables

1. Estimated number of information events and participants (Global).....	26
2. Estimated number of media products made public	26
3. Trend in percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (Global, by region)	27
4. Existence of a national communication strategy addressing environmental issues (Global)	29
5. National communication strategy complementing the UNCCD comprehensive communication strategy	30

6.	Implementation of the UNCCD comprehensive communication strategy	30
7.	Implementation of activities relating to the United Nations Decade for Deserts and the Fight against Desertification	30
8.	Number of information events and estimated number of participants: Africa	31
9.	Number of information events and estimated number of participants: Asia	31
10.	Number of information events and estimated number of participants: Latin America and the Caribbean	31
11.	Number of information events and estimated number of participants: Northern Mediterranean	32
12.	Number of information events and estimated number of participants: Central and Eastern Europe	32
13.	Number of information events and estimated number of participants: Developed country Parties.....	35
14.	Number of official documents and decisions at international, regional and subregional levels relating to DLDD issues.....	36
15.	Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (Global).....	36
16.	Initiatives to increase the participation of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) in DLDD-related programmes and projects (Global).....	37
17.	Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects: Africa.....	37
18.	Number of DLDD-related initiatives undertaken by civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Asia	38
19.	Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects: Latin America and the Caribbean	38
20.	Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects: Northern Mediterranean.....	38
21.	Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects: Central and Eastern Europe	39
22.	Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects: Developed country Parties	39
23.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Global).....	39
24.	Initiatives to increase the delivery of DLDD-related initiatives in the education sector by civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Global).....	40
25.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Africa.....	40
26.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Asia.....	41
27.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Latin America and the Caribbean	41

28.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Northern Mediterranean	41
29.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Central and Eastern Europe	42
30.	Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Developed country Parties	42

Tables and figures relating to CONS-O-1

Table 1
Estimated number of information events and participants (Global)

<i>Region</i>	<i>Number of information events 2010</i>	<i>Number of information events 2011</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2010</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2011</i>
Africa	8 002	8 159	10 530 285	11 590 114
Asia	1 164	1 061	720 320	645 855
Latin America and the Caribbean	1 406	1 517	57 710	55 895
Northern Mediterranean	61	39	6 520	1 740
Central and Eastern Europe	791	480	3 300	1 265
Developed country Parties	574	476	1 53 078	124 185
Global (total)	11 998	11 732	11 471 213	12 419 054

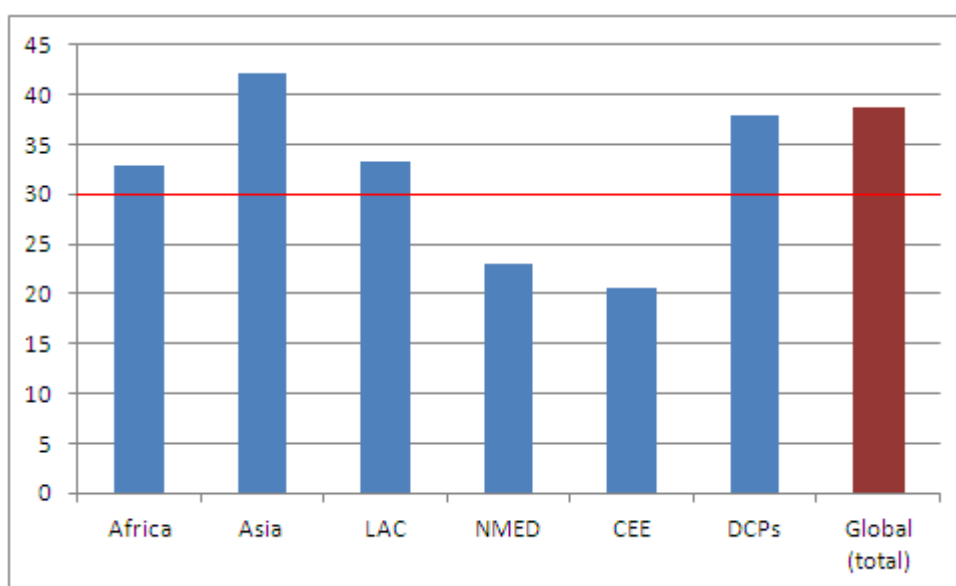
Table 2
Estimated number of media products made public

<i>Region</i>	<i>Newspapers in 2010</i>	<i>Newspapers in 2011</i>	<i>Radio/TV in 2010</i>	<i>Radio/TV in 2011</i>
Africa	28 605 754	30 756 338	5 357 641	5 523 808
Asia	1 132 393	1 232 895	3 722 376	4 035 428
Latin America and the Caribbean	3 235	3 387	4 270	6 329
Northern Mediterranean	124	157	51	72
Central and Eastern Europe	660	2 468	87	3 278
Developed country Parties	296	344	462	454
Global (total)	29 742 462	31 995 589	9 084 887	9 569 369

Table 3
Trend in percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (Global, by region)

<i>Region/Number of Parties considered</i>	<i>Variation of the percentage of population informed about DLDD and/or DLDD synergies with climate change and biodiversity from 2008–2009 to 2010–2011</i>
Africa /13	0.12
Asia /15	0.10
Latin America and the Caribbean /3	0.20
Northern Mediterranean /3	0.15
Central and Eastern Europe /2	0
Developed country Parties /1	0
Global (total) /37	0.10

Figure 1
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2012 assessment, global, by region)



LAC = Latin America and the Caribbean, NMED= Northern Mediterranean, CEE= Central and Eastern Europe, DCP= developed country Party

Figure 2
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2012 assessment, Africa, by subregion)

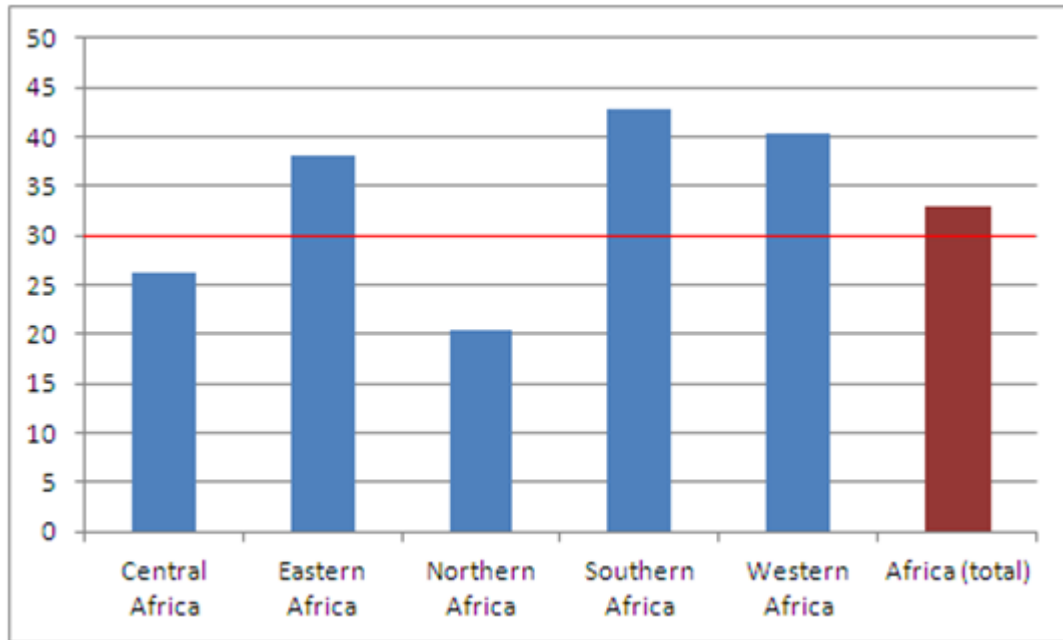


Figure 3
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2012 assessment, Asia, by subregion)

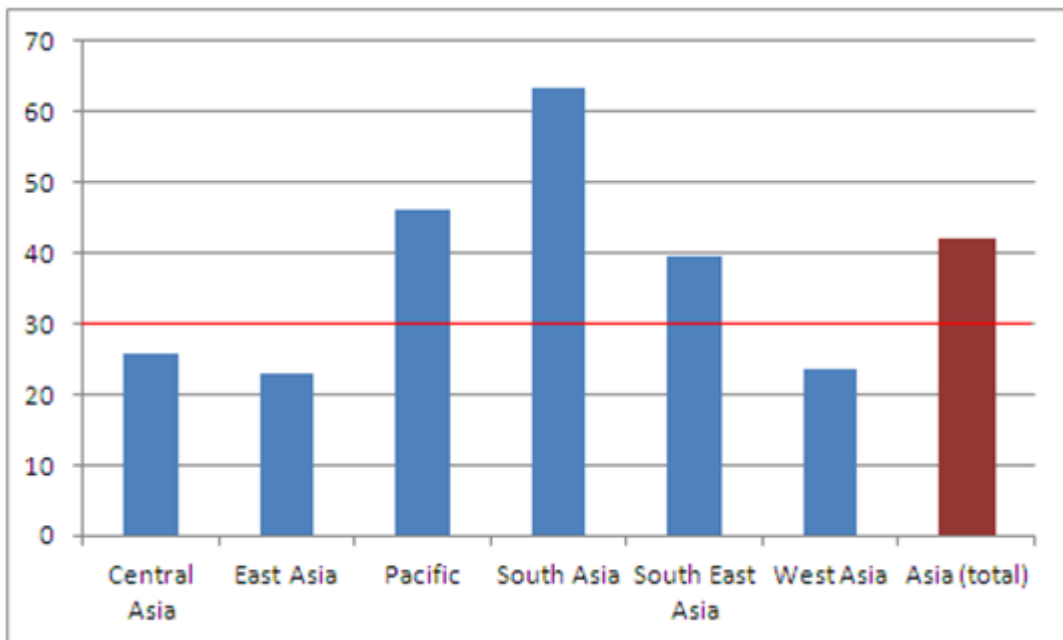


Figure 4
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (2012 assessment, Latin America and the Caribbean, by subregion)

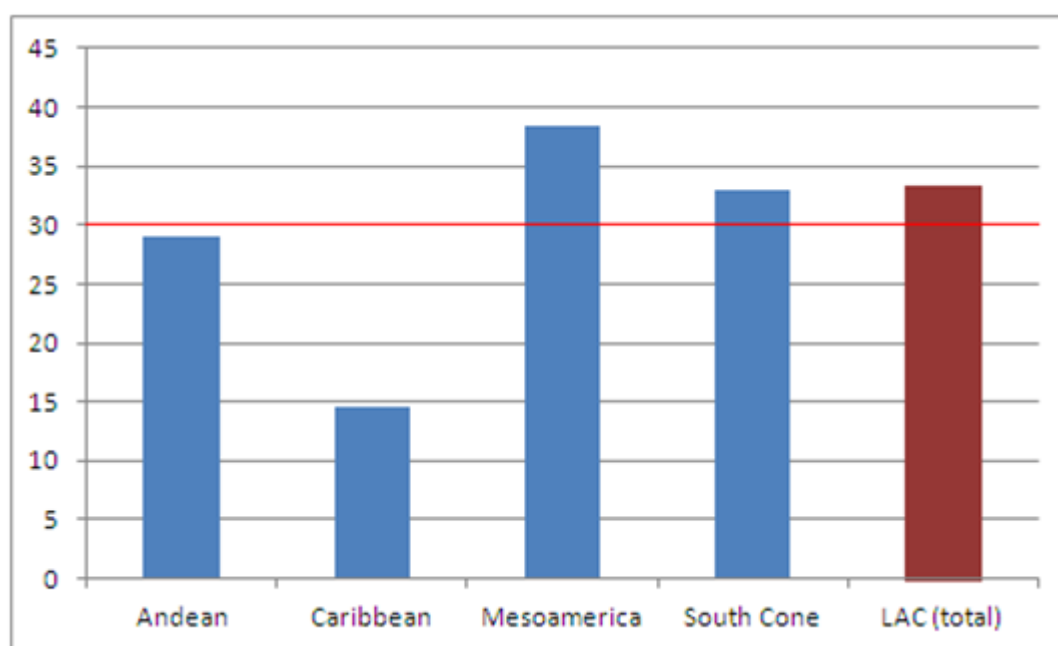


Table 4
Existence of a national communication strategy addressing environmental issues (Global)

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Africa	12	14
Asia	9	12
Latin America and the Caribbean	4	5
Northern Mediterranean	3	1
Central and Eastern Europe	1	3
Developed country Parties	1	6
Global	30	41

Table 5
National communication strategy complementing the UNCCD comprehensive communication strategy

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Africa	10	1
Asia	8	1
Latin America and the Caribbean	4	0
Northern Mediterranean	3	0
Central and Eastern Europe	1	0
Developed country Parties	-	-
Global	26	2

Table 6
Implementation of the UNCCD comprehensive communication strategy

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Africa	8	6
Asia	2	8
Latin America and the Caribbean	1	4
Northern Mediterranean	0	1
Central and Eastern Europe	0	3
Developed country Parties	1	5
Global	12	27

Table 7
Implementation of activities relating to the United Nations Decade for Deserts and the Fight against Desertification

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Africa	21	4
Asia	13	8
Latin America and the Caribbean	3	4
Northern Mediterranean	2	1
Central and Eastern Europe	2	2
Developed country Parties	4	2
Global	45	21

Table 8
Number of information events and estimated number of participants: Africa

<i>Subregion</i>	<i>Number of information events 2010</i>	<i>Number of information events 2011</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2010</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2011</i>
Central Africa	63	78	15 070	20 390
Eastern Africa	350	350	31 585	32 422
Northern Africa	506	504	4 002 100	4 001 960
Southern Africa	899	825	2 314 501	3 291 866
Western Africa	6 184	6 402	4 167 029	4 243 476
Africa (total)	8 002	8 159	10 530 285	11 590 114

Table 9
Number of information events and estimated number of participants: Asia

<i>Subregion</i>	<i>Number of information events 2010</i>	<i>Number of information events 2011</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2010</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2011</i>
Central Asia	598	684	35 244	42 442
East Asia	39	28	26 000	13 000
Pacific	123	20	74 280	2 200
South Asia	29	38	1 560	2 250
South-East Asia	158	100	80 636	83 163
West Asia	217	191	502 600	502 800
Asia (total)	1 164	1 061	720 320	645 855

Table 10
Number of information events and estimated number of participants: Latin America and the Caribbean

<i>Subregion</i>	<i>Number of information events 2010</i>	<i>Number of information events 2011</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2010</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2011</i>
Andean	511	906	11 630	16 472
Caribbean	0	0	0	0
Mesoamerica	739	454	36 480	22 423
South Cone	156	157	9 600	17 000
Latin America and the Caribbean (total)	1 406	1 517	57 710	55 895

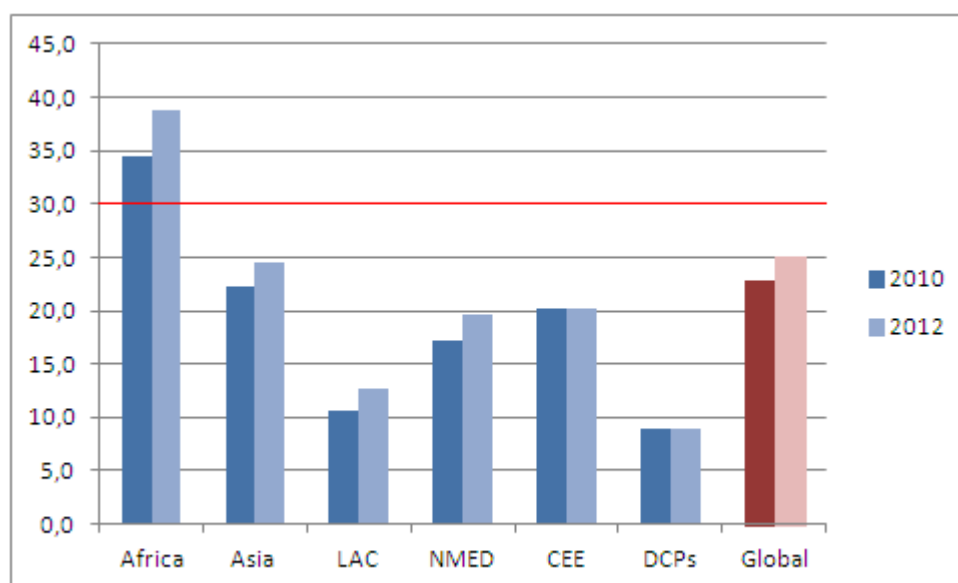
Table 11
Number of information events and estimated number of participants: Northern Mediterranean

	<i>Number of information events 2010</i>	<i>Number of information events 2011</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2010</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2011</i>
Northern Mediterranean (total)	61	39	6 520	1 740

Table 12
Number of information events and estimated number of participants: Central and Eastern Europe

	<i>Number of information events 2010</i>	<i>Number of information events 2011</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2010</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2011</i>
Central and Eastern Europe (total)	791	480	3 300	1 265

Figure 5
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis – global, by region)



LAC = Latin America and the Caribbean, NMED= Northern Mediterranean, CEE= Central and Eastern Europe, DCP= developed country Party

Figure 6
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis - Africa, by subregion)

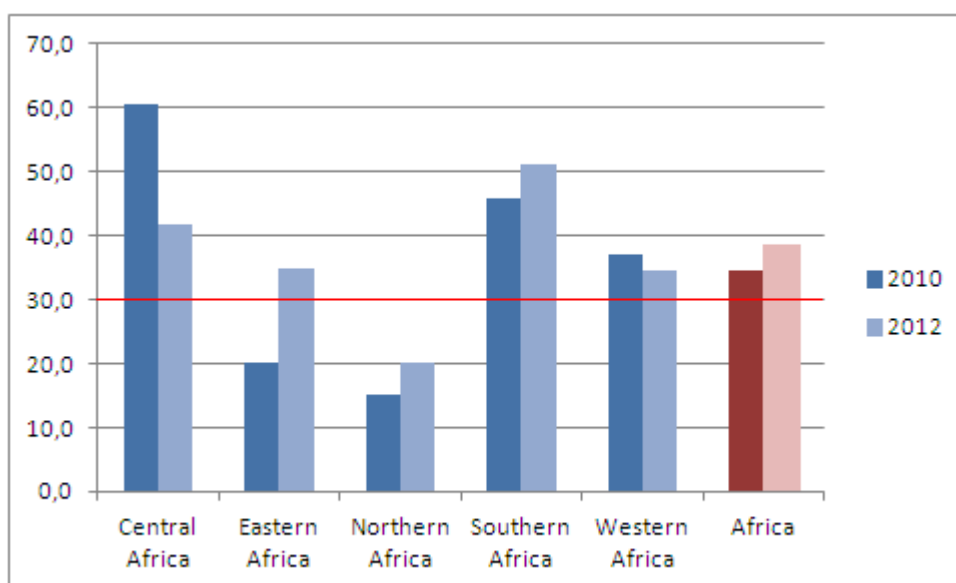


Figure 7
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis - Asia, by subregion)

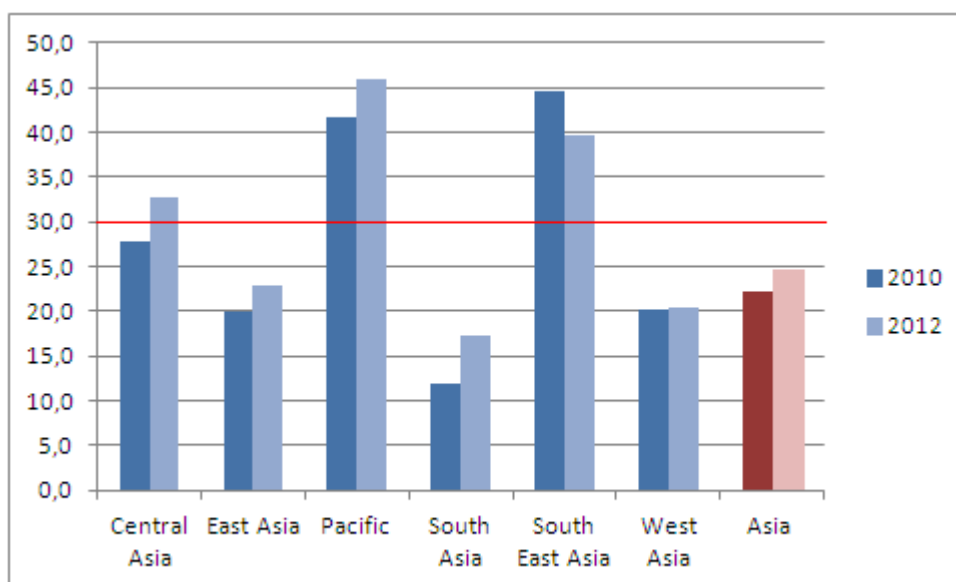
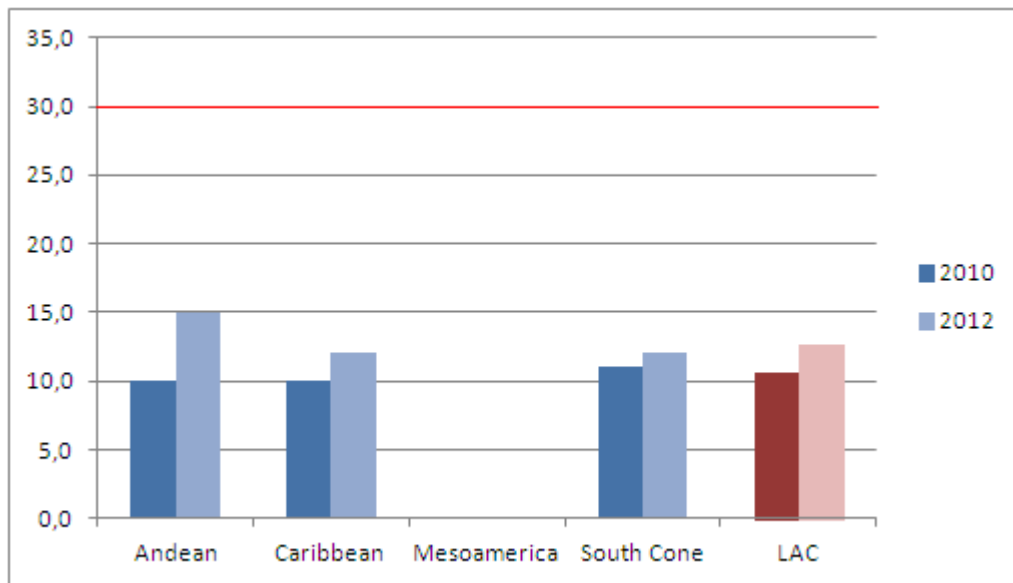


Figure 8
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis - Latin America and the Caribbean, by subregion)



LAC=Latin America and the Caribbean

Figure 9
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis - Northern Mediterranean)

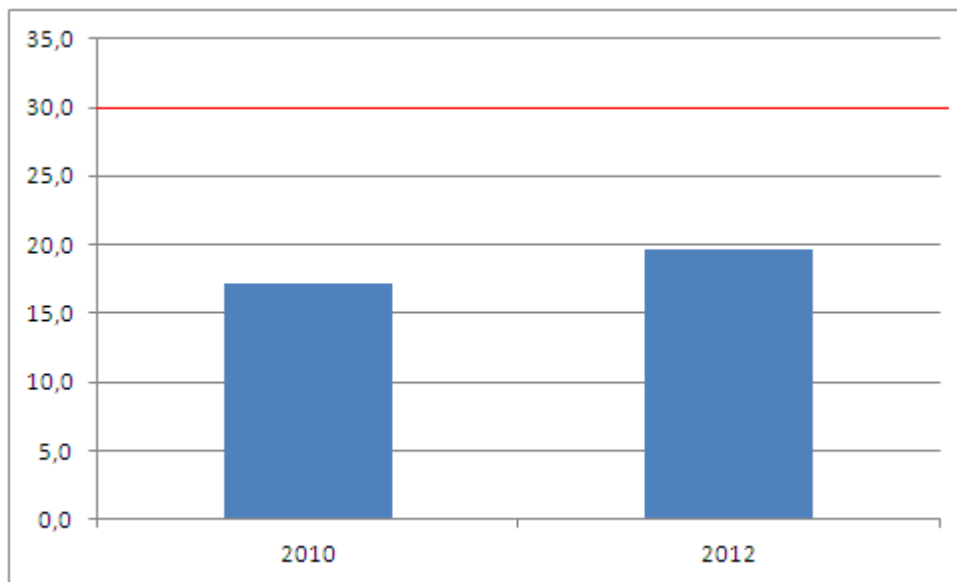


Figure 10
Percentage of population informed about DLDD and/or synergies with climate change and biodiversity (trend analysis - Central and Eastern Europe)

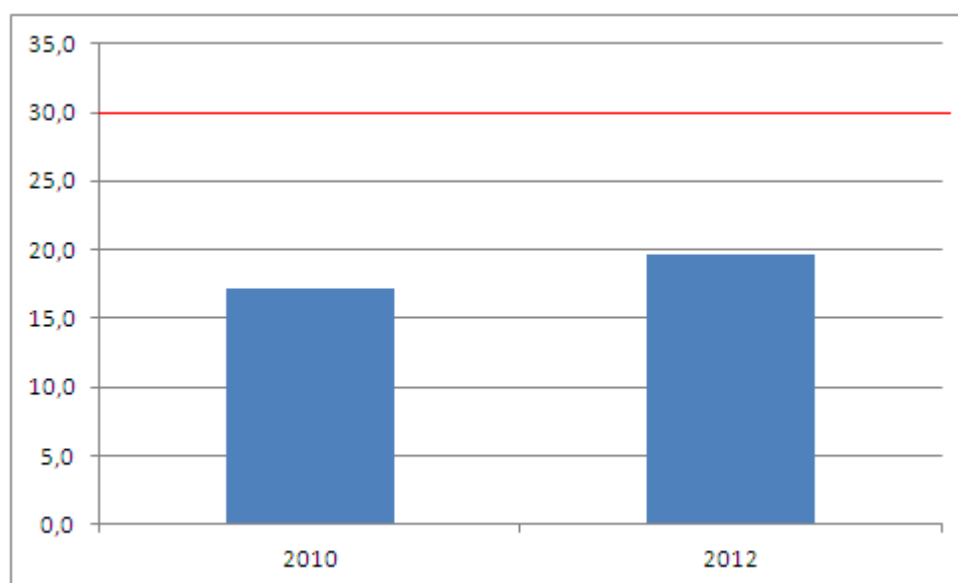


Table 13
Number of information events and estimated number of participants: Developed country Parties

	<i>Number of information events 2010</i>	<i>Number of information events 2011</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2010</i>	<i>Estimated number of participants in information events 2011</i>
Developed country Parties	574	476	153 078	124 185

Tables and figures relating to CONS-O-2

Table 14
Number of official documents and decisions at international, regional and subregional levels relating to DLDD issues

	<i>Number of DLDD-related decisions in 2010</i>	<i>Number of DLDD-related decisions in 2011</i>	<i>Number of DLDD-related official documents in 2010</i>	<i>Number of DLDD-related official documents in 2011</i>
International governing bodies	15	2	468	330
International organizations	0	0	1	4
Regional organizations	1	0	1	1
Subregional organizations	0	0	0	2
Other	0	0	6	8
Total	16	2	476	345

Tables and figures relating to CONS-O-3

Table 15
Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects (Global)

<i>Region</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2010</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2011</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2010</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2011</i>
Africa	1 692	1 650	379	404
Asia	2 589	2 596	555	606
Latin America and the Caribbean	1 137	1 488	409	480
Northern Mediterranean	50	56	50	56
Central and Eastern Europe	549	11	316	16
Developed country Parties	562	602	209	190
Global (total)^a	6 579	6 403	1 918	1 752

^a Numbers of CSOs in 2010 and 2011 reported by one affected country Party from Africa and one affected country Party from Asia were considered out of range and are therefore not included in the calculation.

Table 16

Initiatives to increase the participation of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) in DLDD-related programmes and projects (Global)

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Africa	22	4
Asia	20	1
Latin America and the Caribbean	10	1
Northern Mediterranean	3	1
Central and Eastern Europe	4	0
Developed country Parties	6	1
Global	65	8

Table 17

Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects: Africa

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2010</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2011</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2010</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2011</i>
Central Africa	162	110	34	36
Eastern Africa	6	6	9	9
Northern Africa	568	545	167	180
Southern Africa	207	216	48	60
Western Africa	749	773	121	119
Africa (total)	1 692	1 650	379	404

Table 18
Number of DLDD-related initiatives undertaken by civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Asia

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2010</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2011</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2010</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2011</i>
Central Asia	156	158	151	171
East Asia	228	268	154	155
Pacific	43	43	6	6
South Asia	1 680	1 723	105	115
South-East Asia	310	203	59	74
West Asia	172	201	80	85
Asia (total)	2 589	2 596	555	606

Table 19
Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects: Latin America and the Caribbean

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2010</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2011</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2010</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2011</i>
Andean	61	91	34	59
Caribbean	1	1	1	0
Mesoamerica	167	218	251	248
South Cone	908	1 178	123	173
Latin America and the Caribbean (total)	1137	1488	409	480

Table 20
Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects: Northern Mediterranean

<i>Subregion</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2010</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2011</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2010</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2011</i>
Northern Mediterranean (total)	50	56	50	56

Table 21
Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects: Central and Eastern Europe

	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2010</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes/projects 2011</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2010</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes/projects 2011</i>
Central and Eastern Europe	549	11	316	16

Table 22
Number of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) involved in DLDD-related programmes and projects: Developed country Parties

	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2010</i>	<i>Number of CSOs involved in DLDD-related programmes and projects 2011</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2010</i>	<i>Number of STIs involved in DLDD-related programmes and projects 2011</i>
Developed country Parties	562	602	209	190

Tables and figures relating to CONS-O-4

Table 23
Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Global)

<i>Region</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2011</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2011</i>
Africa	2 028	2 415	916	1 117
Asia ^a	932	1 291	973	1 017
Latin America and the Caribbean	150	296	94	177
Northern Mediterranean	25	27	81	83
Central and Eastern Europe	50	0	38	69
Developed country Parties	104	237	394	402
Global (total)	3 289	4 266	2 496	2 865

^a Figure provided by one country was considered out of range and is therefore not included in the calculation.

Table 24

Initiatives to increase the delivery of DLDD-related initiatives in the education sector by civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs) (Global)

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Africa	23	3
Asia	15	5
Latin America and the Caribbean	8	1
Northern Mediterranean	2	2
Central and Eastern Europe	4	0
Developed country Parties	2	3
Global	54	14

Table 25

Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Africa

<i>Subregion</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2011</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2011</i>
Central Africa	16	18	14	14
Eastern Africa	605	810	262	420
Northern Africa	49	52	251	258
Southern Africa	125	144	70	80
Western Africa	1 233	1 391	319	345
Africa (total)	2 028	2 415	916	1 117

Table 26
Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Asia

<i>Subregion</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2011</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2011</i>
Central Asia	68	82	81	84
East Asia	110	103	148	140
Pacific	17	17	15	15
South Asia	478	844	105	163
South-East Asia	90	95	40	54
West Asia	169	150	584	561
Asia (Total)	932	1 291	973	1 017

Data from one country were considered out of range and are therefore not included in the calculation.

Table 27
Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Latin America and the Caribbean

<i>Subregion</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2011</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2011</i>
Andean	35	85	6	56
Caribbean	1	0	0	0
Mesoamerica	82	149	49	52
South Cone	32	62	39	69
Latin America and the Caribbean (total)	150	296	94	177

Table 28
Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Northern Mediterranean

<i>Region</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2011</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2011</i>
Northern Mediterranean (total)	25	27	81	83

Table 29

Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Central and Eastern Europe

<i>Region</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs in the field of education 2011</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs in the field of education 2011</i>
Central and Eastern Europe (total)	50	0	38	69

Table 30

Number and type of DLDD-related education initiatives of civil society organizations (CSOs) and science and technology institutions (STIs): Developed country Parties

	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by CSOs education 2011</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs education 2010</i>	<i>Number of DLDD-related initiatives undertaken by STIs education 2011</i>
Developed country Parties	104	237	394	402